

Chroniques éditoriales 17

# La réalité autrement

Epoque Sarkozy - 2007

Didier Reuter

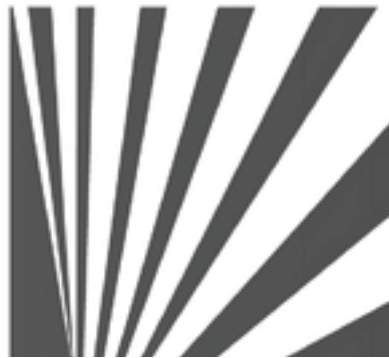
# La réalité autrement

Chroniques éditoriales  
de Mitterrand à Sarkozy  
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701791

1.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## Préface

---

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

### Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## 90. QUE SE PASSE-T-IL DANS LA TÊTE D'UN CANDIDAT POLITIQUE ?

**Sujet : L'ambition personnelle est toujours la plus forte en politique**

Quelle est la place réellement accordée au citoyen de base lorsque le candidat à l'élection présidentielle doit d'abord penser à :

- . Parfaire son image personnelle (look, comportement, présence dans les médias...)
- . Participer à moult réunions, interviews, forums, déplacements en province et à l'étranger
- . Rassembler les militants et animer les réseaux militants
- . Constituer une équipe fiable de collaborateurs
- . Réaliser des alliances et des compromis avec ses alliés politiques
- . Bâtir une communication offensive contre ses adversaires
- . Ecrire et/ou apprendre régulièrement de nouveaux discours à vocation mobilisatrice
- . Préparer des projets de lois avec les sphères économiques, syndicales, administratives, associatives
- . Réfléchir à placer ses amis dans les postes clés ministériels et de la haute fonction publique
- . Gérer l'agenda quotidien

Il semble bien qu'avec tous ces objectifs tendus, l'intérêt affectif et concret porté au citoyen de base ne représente, en définitive, que le cadet de ses préoccupations et qu'ensuite, prisonnier de son programme et de sa charge, il ne puisse pas davantage s'y intéresser.

A part la référence aux techniques de communication politique via les poignées de main, les sourires, les promesses a minima, les slogans «placoplâtre» et les formules toutes faites, que peut-on vraiment attendre de différent d'un candidat que de croire, un peu de manière infantile, qu'**après** est toujours mieux qu'**avant** ?

2007 - D. Reuter

## 91. LE COUP DE L'ENVIRONNEMENT !

### Sujet : Les mêmes grandes méthodes pour les mêmes petits résultats

Il semble bien que se prépare, en 2007, le même modèle de pensée politiquement correcte ayant dominé après les élections présidentielles de 2002. Rappelons qu'à cette époque le leitmotiv a été celui de la **sécurité** qui, au départ, d'insécurité dans les écoles, dans les cités, en ville et dans les transports, s'est transformé rapidement en oppression citoyenne sur les routes de France via la répression, la culpabilisation, la radarisation, le flicage et le rançonnement. De la même manière, il existe de fortes chances pour que le thème de l'environnement devienne une nouvelle religion laïque pour beaucoup et une nouvelle pensée «politiquement correct» pour d'autres.

La probabilité est également grande pour que les notions d'environnement et d'écologie se transforment, peu à peu, en une nouvelle forme d'idéologie totalitaire chez les occidentaux au profit principal des partis politiques en place, ainsi qu'à celui des grands acteurs institutionnels et du business. Ce qui est sûr, dans le court terme, c'est que pris dans **l'emphase médiatique** n'émerge une cohorte de grands papes de l'environnement imposant de nouvelles règles du jeu et de nouveaux interdits. Il apparaît évident qu'en mobilisant actuellement tout le monde sur le débat porteur de l'urgence des mesures écologiques et environnementales se profile, au final, un nouveau resserrement des libertés individuelles réduisant encore et toujours le pouvoir d'achat des ménages.

Rappelons qu'il existe déjà en France une quarantaine de taxes liées de près ou de loin à l'environnement. Le pire à venir est sans doute dans le spectre de nouvelles taxes atomisées ici et là, ainsi que dans la surenchère de mesures technocratiques, fiscales, administratives, ne profitant à personne en particulier (sauf à Bergy et aux collectivités territoriales) mais donnant bonne conscience à tout le monde. Il y a fort à parier que derrière les professions de foi (militantisme de la Terre), les chiffres (5 500 milliards d'€ de coûts liés au réchauffement de l'atmosphère), les images catastrophes (fiction d'Al Gore, Artus Bertrand, Nicolas Hulot...), la dramatisation de la situation (récession majeure de l'économie mondiale de l'ampleur de la crise de 1929), se faufile une nouvelle fois le **recours pervers** aux devoirs citoyens sans la contrepartie de droits nouveaux.

Une logique dans laquelle la société civile doit forcément aller dans le sens de la contraction (négatif) plutôt que dans le sens de l'expansion (positif). Encore une fois, c'est le citoyen qui va devenir le grand bouc-émissaire, celui qui doit **raisonner** sa consommation et **responsabiliser** ses actes, alors qu'il n'est que l'utilisateur final et le consommateur payant de ce qu'on lui propose sur le plan social, économique et culturel. Pourtant, en amont, préexiste clairement toute une chaîne d'intervenants bien identifiés et majoritairement responsables de la situation écologique mondiale (exploitants, multinationales, Etats, Industries lourdes, consortiums financiers, gestionnaires de réseaux et d'infrastructures...).

Aussi faire croire que l'impôt et la taxation du citoyen et de l'entreprise sont de nature à changer le climat à l'échelle de la Planète par le forçage des modes de consommation occidentaux est une véritable fumisterie politique. Un véritable débat devrait pouvoir chiffrer le rendu des mesures imposées. Si dans le meilleur des cas on obtient 1% ou 2% de «rendement environnemental global» pour une contrainte individuelle et financière du triple ou du quadruple, c'est comme miser sur le long terme 1€ sur une action et ne percevoir, au final, que 0,25€ capital inclus. Un lèse-citoyen parfait !

2007 - D. Reuter

## 92. POUR UNE VRAIE DÉFISCALISATION

### Sujet : Il existe 3 grands leviers sur lesquels agir

Dans le cadre de l'actuelle campagne présidentielle, comme d'ailleurs dans les précédentes et certainement dans les prochaines à venir, aucun candidat n'est en mesure de montrer assez de trempe, d'intégrité et de courage intellectuel pour outrepasser les résistances de son administration, les intérêts de son parti, le pouvoir économique en place et la pression constante du lobbying institutionnel. Dommage, car derrière ces murs d'inerties et de contraintes, il est possible de favoriser une véritable rupture fiscale. Si les uns disent ne pas vouloir augmenter les impôts et les taxes, si les autres veulent les baisser un peu ou les déplacer astucieusement d'une catégorie sociale à une autre, ou d'un domaine d'activité à l'autre, aucun représentant politique actuel n'est capable d'un acte franc de type napoléonien ou gaulliste. Tous sont, au contraire, très à l'aise pour défaire, faire et refaire au nom du pragmatisme politique dans l'étroitesse des marges de manoeuvre budgétaires.

Pourtant si l'on veut instaurer une véritable **cure de jouvence** destinée à redonner des couleurs et du tonus à la démocratie, insuffler de l'oxygène en direction des ménages pauvres et moyens, créer une envie profonde d'entreprendre chez les jeunes, les chômeurs et les actifs, le taux idéal moyen de fiscalité à atteindre doit se situer entre 30 et 35%. Alors que le taux moyen actuel est de l'ordre de 44% en France, il convient de le baisser radicalement de 10 points pour le ramener aux alentours de 33%. Cela correspond à un partage fiscal équitable de 1/3 pour L'Etat et les collectivités territoriales et de 2/3 pour les ménages (66%).

L'impôt moyen ne représente plus alors x% de la totalité des **ressources brutes** produites (travail, plus-values, patrimoine...) mais seulement 50% des **ressources nettes** disponibles par ménage (soit la moitié de 66% = 33%). Ce qui n'est pas du tout pareil ! Pour cela, il convient d'inverser l'opinion commune considérant que tout est structurellement normal et que changer l'ordre des choses est préjudiciable à tous. Il faut également éteindre le sentiment très désagréable que «*plus on paie moins bien on est servi*» notamment en regard des prestations fournies par les différentes fonctions publiques comme par les oligopoles du secteur privé.

Pour entreprendre un vrai mouvement de défiscalisation, il convient d'agir courageusement sur 3 types de leviers institutionnels concentrant la pression fiscale subie par les ménages. Pour cela, il est nécessaire de réduire le mille-feuille des institutions françaises en toilettant l'incroyable empilement de structures institutionnelles et satellites s'additionnant depuis des décennies les unes au-dessus des autres, les unes à côté des autres. Même si unitairement chacune peut être jugée positivement utile, c'est leur addition voire leur multiplication qui pose problème en créant une véritable surcharge pondérale fiscale. Aussi, le temps de la soustraction et de la division est venu !

Le **premier levier** consiste à réduire les tranches institutionnelles agissant comme autant d'intermédiaires à financer en terme de frais de fonctionnement et de masse salariale. Cette surcharge fiscale est d'abord le fait d'une addition de structures institutionnelles : L'Europe ; L'Etat ; La Région ; Le Département ; La Communauté d'agglomération ou de communes ; La Municipalité. A l'idéal dans cet amoncellement, il convient de passer de 6 tranches à 4 en éliminant le Département et la Municipalité faisant en sorte que sur un territoire régional il n'existe que 2 entités principales : La **région** en interface avec l'Etat et l'Europe et, la **Communauté d'agglomération** ou de communes en interface avec la vie collective et la Région. En ce qui concerne l'Europe, il peut être procédé à un découplage partiel, temporaire et ciblé de nature administrative, législative et/ou fiscale, durant toute la période nécessaire à cette opération.

Le **second levier** doit considérer le trop plein de sous-structures publiques, grandes consommatrices de budgets et de masses salariales, une «intermédiation» pas forcément utile ni pertinente compte-tenu de la situation économique actuelle. Pour commencer, l'objectif doit être de diviser par 2 leur nombre sur tout le territoire en regroupant *a minima* dans des structures mères les types d'établissements suivants : Agences territoriales d'Etat ; Observatoires économiques et instituts ; Centres d'études et commissions ; Associations subventionnées ; Services consulaires.

Enfin, le **troisième levier** concerne la productivité des facteurs humains au sein des 3 fonctions publiques. Ainsi, que dire de tous ces services dans les collectivités territoriales et services publics d'Etat qui, prisonniers de la loi de Parkinson (\*), n'en finissent plus de demander du renfort en personnel alors que, dans l'absolu, leur rôle peut être perçu comme vraiment secondaire et relatif pour le bien du peuple. Sauf à considérer qu'une instrumentation administrative fine dans le contrôle, la ponction et la surveillance du collectif est un véritable progrès de société. Sauf à avouer que le secteur public est beaucoup moins créateur de valeur ajoutée que le secteur privé, supposant alors une exception économique, il est somme toute bien plus honnête de reconnaître que le secteur public est au service de la société civile et du secteur privé et non l'inverse ou pire encore, qu'il soit au service principal de lui-même ou du système.

(\*) Loi de Parkinson : Le temps administratif tend à se dilater jusqu'à occuper la totalité du temps disponible. Enoncée en 1958 par C. Northcote Parkinson, cette loi signifie que le travail administratif tend à se développer au détriment du temps opérationnel. En d'autres termes, plus on a de temps à consacrer à la réalisation d'une tâche administrative plus on en prend jusqu'à occuper la totalité du temps disponible.

Ainsi, en toute organisation économique, le temps non productif (rapport, réunion, causerie, gestion, classement...) se dilate naturellement jusqu'à favoriser la dominance de tâches non productives ou de faible valeur ajoutée. Pour contrôler ce phénomène, il suffit le plus souvent d'imposer des délais limites et miser sur le fait que plus on subit de pression, plus on est performant. En réduisant sur 10 ans une partie du «gras» administratif et fonctionnel de ces 3 leviers institutionnels, il y a fort à parier que la part de la fiscalité peut se réduire aisément de 10 points (comme dans certains pays occidentaux).

Qui, aujourd'hui, peut affirmer qu'il convient de maintenir par paresse, habitude ou lâcheté politique, une obésité publique et para-publique évidente, alors qu'il est beaucoup plus pertinent de redonner de l'allant économique et social à tout un pays qui s'anémie progressivement dans la majorité des classes moyennes ?

2007 - D. Reuter

## 93. MAIS QUE VEULENT LES FRANÇAIS ?

### Sujet : Entre laisser-faire et espérance du changement

Chacun sait que les Français sont désabusés par le spectacle politique bien que les médias s'évertuent à forcer et à entretenir dans les TV, radios et presse nationale, l'idée contraire d'un engouement et d'un intérêt permanent. S'il existe un intérêt, c'est surtout pour la curiosité qui fait passer le temps, l'attention sur l'écran qui permet d'éviter le silence dans la maison, l'envie de se laisser aller au ronron de l'info mais, au final, sans vraiment en retenir grand chose ni changer d'avis. En ce domaine, la motivation est plus passive et superficielle que vraiment volontariste. Aussi la véritable question est de savoir ce que veulent vraiment les Français à l'occasion des prochaines présidentielles et législatives :

- . Continuer à se shooter à la «daube médiatique» pour oublier les difficultés de la vie et s'enivrer (une nouvelle fois) d'espoirs vite déçus ensuite, par des promesses politiques aussi creuses que bruyantes donnant ainsi l'illusion sans cesse reportée d'un avenir meilleur ?
- . Assister aux jeux du cirque entre bêtes politiques comme il en était autrefois des gladiateurs, des joutes entre chevaliers, des jeux d'échec subtils...
- . Rester spectateurs face au déroulement des événements comme l'on regarde un match de foot chez soi croyant ou imaginant voir le match du siècle, alors que les équipes sur le terrain ne sont, à l'évidence, pas d'un grand niveau ou pas du tout à la hauteur des enjeux.
- . Se donner l'impression d'être des acteurs citoyens responsables en allant voter sur la base de certitudes utopiques, dogmatiques, conservatrices.
- . Observer, en voyeur, la chute de certains et l'arrivée d'autres dans une sorte de cynisme, de fatalisme, de colère rentrée, en jouissant tout de même de ces instants d'échanges critiques comme un grand défoulement.
- . En se positionnant en parieur, misant sur le fait que son candidat ou son écurie préférée remportera la victoire sur la défaite écrasante des autres.

### **Ou bien veulent-ils au fond d'eux-mêmes...**

- . Que l'on remette de l'ordre dans l'ensemble du fonctionnement du système en commençant par un nettoyage institutionnel en profondeur «lavant» tout le vernis et le maquillage politiques actuels.
- . Que l'on favorise des conditions de vie moins dures pour les ménages par une fiscalité audacieusement réduite.
- . Que l'on respecte chaque citoyen dans tous les compartiments de la vie civile en remettant les administrations au service respectueux de chacun, en baissant la pression normative par son contraire qui est de redonner de l'espace et de l'amplitude dans les droits et les libertés individuelles.
- . Que l'on instaure l'émergence d'une nouvelle culture en société favorisant la différenciation et l'équité (au lieu de l'indifférenciation égalitaire des cas et des individus) comme en valorisant la compétence, la maîtrise, la prise de risque, l'autodiscipline, le véritable esprit de responsabilité...

En répondant clairement à ces questions, se dessine soit le prolongement d'un avenir médiocre dans lequel l'enjeu de ces élections est, une fois de plus, le prolongement d'un jeu de dupes entre la sphère politique et l'opinion publique, soit un avenir évolutionnaire. Le risque, dans le premier cas, est que par incapacité structurelle et manque de courage à oser grand, les «petites» propositions des candidat(e)s ne se terminent en «eau de boudin sociale» à trop vouloir gérer l'urgence et le court-terme sans réelle ambition à construire, comme dans le sport, un avenir plus fort, plus grand, plus haut !

La portée de ces élections va donc bien plus loin que le seul choix des individus. Il s'agit soit d'une continuité conservatrice dans le prolongement d'une technocratisation, infantilisation et/ou manipulation continuelle des masses soit, peut-être, l'amorce d'un grand virage sociétal digne des attentes légitimes d'un XXI<sup>e</sup> siècle que l'on souhaiterait beaucoup plus ouvert, tolérant et adulte.

## 94. LA QUADRATURE POLITIQUE IDÉALE

### Sujet : Les causes primaires de l'enlissement sociétal

Alors que l'exercice d'une véritable démocratie doit prendre en compte l'exacte représentation nationale, et non celle du parti dominant au second tour, chacun sait que les pratiques installées au sein du modèle républicain sont plus de nature fermée qu'ouverte en la matière. Compte tenu des énormes pesanteurs dont souffre le système politique, administratif et législatif français, il ne faut pas s'attendre à de grandes évolutions en société sans un «grand nettoyage» de l'ensemble des institutions.

Pour commencer, il faut **prendre hardiment le balai** et nettoyer tout ce qui ralentit, freine, encadre de manière trop directive les initiatives individuelles et collectives. Parmi les 2 grandes «tâches de fond» à assainir rapidement existe la grande toile d'araignée des lois, normes et pratiques institutionnelles dans laquelle s'engluie, à un moment ou à un autre, le quotidien de chacun. Le second domaine concerne la gouvernance d'Etat fondée sur le bipartisme droite/gauche qui, certes utile en son temps, apparaît aujourd'hui d'une inertie sociétale et d'une injustice incroyable.

Pour favoriser la représentation équitable et légitime de toutes les attentes du peuple, il est également nécessaire d'imposer a minima une **quadrature politique** reposant sur la présence simultanée de plusieurs grands courants de pensée en toute forme de représentation gouvernementale, parlementaire et sénatoriale, intégrant :

- . La droite multiple
- . La gauche multiple
- . Le centre et les indépendants
- . L'extrémisme de droite et de gauche

Il est clair que la véritable démocratie n'est ni de gauche ni de droite et pas davantage dans les extrêmes. Elle est forcément dans un «centre apolitisé» rassembleur des forces actives, loyales et constructives ou, à défaut, dans un fédéralisme d'idées. C'est pour cela que le vrai jeu politique et politicien doit rester à l'extérieur de la gouvernance du peuple afin de conserver son rôle d'animateur d'idées, de projets, de critiques et de débats. Ce qui est important, quelle que soit la prochaine majorité parlementaire, c'est que le gouvernement soit mixte avec de nouvelles têtes, de nouveaux projets, de nouvelles motivations, en incluant la plus large représentativité citoyenne. La longue histoire politique démontre, à l'inverse de la vision citoyenne, combien tous les partis accédant au pouvoir considèrent, en définitive, que «**Le pouvoir politique, c'est le pouvoir d'opprimer les autres**» (Mao Tsé-Toung).

L'appropriation politique directe et minoritaire de la gestion de la nation est un parfait **contre-sens démocratique**. Même si cette évidence est tellement grosse que tout le monde l'accepte sans rien dire, il n'en demeure pas moins qu'il faut résister et lutter contre toute forme d'appropriation du pouvoir par un seul parti dominant, qu'il soit alternatif ou pas.

Sans quoi l'avenir n'est qu'un devenir en perpétuelle répétition et que l'on assiste indéfiniment au mélange du passé dans le présent et du présent dans l'avenir, autant dire du passé dans l'avenir !



## 95. PROTÉGER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION D'AUTRUI

**Sujet : La démocratie, c'est l'exercice satisfaisant de 5 grandes libertés humaines**

Le dernier jugement rendu dans le cas des caricatures du prophète Mahomet, reprises notamment par le journal Charlie Hebdo, démontre combien il faut se battre et ne jamais renoncer en matière de liberté d'expression. Il est clair que dans notre société occidentale vieillissante, l'obscurantisme, la rigidité morale, le conservatisme et l'intolérance sont des tentations omniprésentes pour barrer l'accès au libre arbitre et au discernement. Car il s'agit bien, en l'espèce, d'un retour en arrière via un affrontement moral et dirigiste d'un autre âge s'imposant par le jeu du verbe et du raisonnement spécieux.

Derrière les différents arguments présentés, l'enjeu principal doit rester la préservation du droit à disposer d'une attitude libertaire naturelle et souhaitable de la part d'artistes, de journalistes, d'intellectuels, représentant le monde libre et éclairé. N'oublions pas qu'il existe 5 grandes libertés fondamentales que chacun doit pouvoir défendre constamment dans la dignité, l'honneur et le sens des valeurs, même au péril de sa vie. Il s'agit par ordre d'importance de :

- . **La liberté d'exister**, vivre, survivre dans le prolongement de ses racines génétiques sans subir de contraintes morales et/ou physiques imposées unilatéralement par le système en place même en cas de suicide ou d'euthanasie ;
- . **La liberté de choisir**, de décider par soi-même grâce à l'apprentissage de la vie, l'expérience, le discernement, la maîtrise acquise ;
- . **La liberté d'agir** et de se comporter de manière autonome, indépendante et motivée, dès lors qu'il n'existe objectivement ni agressivité, ni esprit de nuisance ni menace réelle pour l'intégrité d'autrui ;
- . **La liberté de s'exprimer** en tout milieu et par toute forme de modalités (écriture, verbal, variété des pratiques artistiques, vestimentaire...) dès lors que l'injure, la diffamation, la discrimination sont prohibées de l'esprit même du message ;
- . **La liberté de penser** en choisissant par soi-même, en adulte autonome, ses propres références culturelles et autres modèles d'exemplarité qu'ils soient idéologiques, religieux, moraux, ethniques, comportementaux... et cela, bien au-delà de ce que souhaite la famille, l'ethnie ou le pays.

2007 - D. Reuter

## 96. CÔTÉ PILE 9 SUR 20

### Sujet : Bizarre l'élection de Nicolas Sarkozy

Si côté face, le résultat des urnes lors de la dernière élection présidentielle indique clairement qu'en terme de civisme électoral 53% des votants inscrits ont choisi l'option Sarkozy, la position globale du peuple français en âge de voter n'est pas du tout la même. Alors que le discours politique décrète qu'il s'agit là d'une majorité absolue de Français en terme de démocratie républicaine, ce pourcentage doit être relativisé compte tenu des lois de l'arithmétique. En effet, en terme d'électeurs citoyens adultes en mesure de voter, le chiffre électoral définitif ne représente que 45% d'entre eux (53% de 85% de votants) soit : 9 citoyens sur 20. Il en ressort donc que 11 citoyens sur 20 (la majorité de la population) ont décidé de ne donner aucun quitus à la droite (vote de refus, vote de gauche, vote blanc, abstentionnisme), ce qui était d'ailleurs l'estimation de l'Institut BVA le 15 mars 2007 avec 55% de non souhait de victoire pour le candidat Nicolas Sarkozy. Le nouveau président de la République ne doit donc **jamais oublier** que le principal des forces vivantes du pays n'était pas de son côté le jour des élections !

#### Bizarre cette élection

En faisant rapidement l'analyse politique de cette élection, de nombreuses bizarreries apparaissent. En effet, bizarre cette élection dans laquelle on assiste à un **double effet «Kiss cool»** chiraquien avec le départ du premier et l'arrivée du fils prodigue dans la fanfare des valeurs de droite, lesquelles ont pourtant été largement repoussées ces derniers mois avec : «tout sauf Sarkoky», constat d'un bilan chiraquien sans grand intérêt, reproche sur l'arrogance de la droite au pouvoir, rejet de la reprise en main normative du pays...

Cette élection fondée sur une forte attente de changement a fait émerger, au final, non une opposition de renouveau comme cela était logiquement prévisible, mais un ancrage encore plus fort sur les valeurs droitières (morale, autorité, travail, effort, fierté nationale, sécurité...) que le nouveau président va essayer naturellement de toiletter un peu et rendre plus conformes aux enjeux de la modernité. Il est clair, toutefois, que face au bilan chiraquien et de la droite, tout autre candidat que Sarkozy (Villepin, Alliot Marie, Chirac lui-même) aurait été battu et fait exploser en vol la droite actuelle pour 15 ans au moins. Il s'en est fallu seulement de 4 points d'écart pour que la «famille» de droite reste en place et qu'une guerre ouverte ne soit engagée durablement entre ses différentes factions. En fait, le destin de la France semble avoir été orienté non par une majorité de votants traditionnels mais par seulement 5 à 10% de «nouveaux» électeurs sarkozystes (chiffre devant être défini plus précisément).

**La seconde grande ambiguïté** de cette élection est que le nouveau Président ne bénéficie pas foncièrement d'une bonne image, alors même que la «famille» du marié nous a dit et répété que c'est un bon «parti». Peu aimé, voire repoussé par une large partie du peuple, du fait de sa personnalité agitée et de sa directivité naturelle partisane, le nouveau président donne plus l'impression du gendre bruyant, dynamique et malin, que l'image du commandeur en chef serein et intègre. A cela, s'ajoute le côté hautement personnalisé d'une attitude présidentielle peu avare de «Je veux» constamment soutenue et relayée, en sous main et depuis longtemps, par une cohorte droitière contrôlant l'essentiel des leviers politiques, médiatiques et économiques.

En fait dans ce mariage arrangé de longue date avec le peuple français, tout semble avoir été téléguidé de main de maître par les amis et intimes de «Sarko» à tous les postes clés de l'industrie médiatique. Un constat qui, sur le fond, n'est pas vraiment de nature à «révolutionner» l'état social de la France. A moins que l'on assiste à une sorte de perestroïka et de glasnost droitière à la française, identique sur le principe à celle menée par Gorbatchev au milieu de la décennie 80 entre un régime communiste dur et une ouverture plus démocratique (Eltine, Vladimir Poutine). En France, il s'agirait dans ce cas de passer des fondements droitières de la V<sup>e</sup> République à ceux plus citoyens d'une VI<sup>e</sup> République inéluctable (à voir à l'usage).

**La troisième grande ambiguïté** est dans l'objectif déclaré d'une stratégie permanente de mouvement, d'une modification des lignes politiques, par la volonté d'un interventionnisme présidentiel constant sur toute une série de mesures. Une posture présidentielle qui s'apparente plus à la conduite d'une grande entreprise qu'à celle d'un grand Etat impartial et rassembleur. En créant volontairement un contraste Blanc & Noir entre des idées de réformes «généreuses» et «passionnées» et la présence d'un nombre conséquent de mêmes têtes qu'hier aux postes ministériels clés ayant tous, au demeurant, des sondages personnels assez bas (Fillon, Juppé, Alliot Marie, Woerst, Bachelot...), l'idée d'un nouveau rêve français ne va-t-il pas se transformer bien vite en idées noires, ou pour le moins pas très motivantes pour beaucoup ?

**La quatrième ambiguïté** est dans le choc de la rupture de symboles dans laquelle la nouvelle présidence se complaît et se comporte plus en «parrain» et en arriviste du pouvoir (Fouquet's, escapade à Malte, affichage familial ostentatoire lors de la passation de pouvoir, repos dans le luxe des propriétés de la République, amitiés people voyantes...) qu'en personnage solennel, modeste et humble, eu égard à l'état d'une France inquiète et malade de confiance.

En résumé, tout fonctionne dans cette élection comme s'il existait un décalage schizophrénique entre une posture nationale majoritairement conservatrice et la personnalité d'un président «agité» qui se comporte plus comme un «premier ministre réformateur» que comme un sage, neutre et charismatique Président de la République !

2007 - D. Reuter

## 97. UN RÉSULTAT CONTRE LA LOGIQUE

### Sujet : Analyse des résultats électoraux du nouveau Président de la République

Force est de constater que si la logique naturelle et attendue du changement eût été de rompre avec un système en place durci, normé et technocratisé, celle-ci n'a pas été au rendez-vous. Pour ceux qui ont fait pencher la balance, c'est certainement l'impatience d'un changement rapide et concret (jeunes adultes, actifs) qui a emporté leur adhésion en s'additionnant «contre nature» aux forces conservatrices d'une France profonde vieillissante, nantie et/ou hostile au retour de la gauche ou à l'avancée du centre. Il est dès lors clair que l'imaginaire des uns associé aux réflexes de peur et autres attitudes prudentielles des autres, ont ensemble largement supplanté la nécessité d'une vision globale et mature du changement. Dans ces conditions, une telle addition de comportements formant le terreau du vote majoritaire français est-elle vraiment de nature à impulser le changement ? A l'évidence, la structure psychique des Français a joué, une fois de plus, un rôle crucial. Il semble, en effet, que la France profonde ait basculé encore un peu plus dans le conservatisme (pris au sens contraire du réformisme social). En terme de psychosociologie, les principaux moteurs psychiques des votants de «droite» semblent avoir été :

#### **Chez les votants traditionnellement de droite :**

- . Maintien des privilèges, positions sociales, rangs, pouvoir d'achat des populations aisées ;
- . Forte demande de morale, d'autorité, de discipline, de soumission à l'ordre et à la règle ;
- . Rejet affirmé des dogmes de gauche ;
- . Sentiment de rejet et d'insécurité face à la population immigrée «non blanche» (notamment banlieues et péri-urbain).

#### **Chez les votants âgés :**

- . Conformisme dans les habitudes de vie et de pensée ;
- . Refus net du changement hasardeux, en faveur de fortes attentes de stabilité associées à des besoins de sécurité et de confort dans les habitudes de vie.

#### **Chez les votants actifs :**

- . En provenance des populations adultes «officiellement» immigrées, expression d'un fort besoin d'intégration et de reconnaissance en voulant croire à une protection renforcée de la part de l'Etat ;
- . Chez les jeunes actifs et étudiants, un «transfert» psychologique d'image, d'audace, d'espoir et de dynamisme sur la personne du nouveau Président ne les ayant pas, pour certains, suffisamment en eux-mêmes.

A partir de ce constat, il serait dès lors assez étonnant que la fougue réformiste du nouveau président puisse vraiment modifier la France en profondeur et transformer le corps électoral majoritaire, en nouveaux apôtres et serviteurs d'un véritable changement sociétal. Les épisodes Raffarin et Villepin sont assez significatifs en la matière.

Dans le grand show médiatique des élections présidentielles 2007, tout laisse à penser que la décision d'un grand nombre d'électeurs a été largement influencée par le talent d'avocat du nouveau président, lequel a brillamment réussi à retourner le jury ou, pour le moins, la conviction de certains jurés.

Il semble, tout particulièrement dans cette élection, que celle-ci ait été une sorte de grande audience publique dans laquelle l'avocat de la partie civile représentant le gouvernement sortant a été bien plus malin et psychologue que les avocats de la défense (autres candidats) !

## 98. QUEL NOUVEAU «RÊVE FRANÇAIS» ?

**Sujet : Doit-on parler de rêve, d'espoir ou de cauchemar ?**

Une autre illusion née de cette élection présidentielle est de faire croire en l'avenir d'une nette et franche rupture dans le modèle sociétal antérieur alors qu'il ne peut s'agir, en réalité, que d'un interventionnisme politique sur un certain nombre de sujets, certes importants, mais ayant toujours en arrière plan le souci de préserver les positions et les acquis exigés par l'ensemble des alliés de droite. Sur le fond, il convient donc de considérer 3 choses dans l'exercice du pouvoir présidentiel et ses limites :

1. Il est bon et nécessaire de **Penser** librement et de le **Dire** clairement mais qu'en est-il du **Faire** et du passage à l'acte généreux et concret, lorsqu'il s'agit de se confronter aux mécanismes implacables du système en place ?
2. La dimension conservatrice ressortant du dernier vote présidentiel est-elle compatible avec l'objectif déclaré (ou compris) d'un faisceau de véritables réformes de fond, alors même que les premières réformes présentées ressortent, à l'évidence, d'une forte opportunité politique droitière ?
3. Le divorce consommé entre une partie de la nation et ses élites, ainsi que la fracture institutionnelle évidente avec l'administration et l'autorité publique en général, peuvent-ils s'annuler durablement dans le faux-semblant (hypocrisie) d'une nouvelle vie collective que l'on souhaite apaisée et respectueuse des uns et des autres ?

**A partir de ce constat, quel «nouveau rêve français» peut-on espérer ?**

- . **S'agit-il** d'un nouveau spectacle permanent de showbizz politique à la mise en scène médiatique bien réglée que l'on peut considérer, d'un côté, comme décomplexé et de l'autre comme décalé ?
- . **S'agit-il** d'un nouveau rêve français fondé sur l'omniprésence d'un discours affectif, émotionnel, dynamique, compassionnel, dans une sorte de psychothérapie de groupe à ne voir que ce que l'on veut bien voir et pas le reste ?
- . **S'agit-il** du passage de l'infantilisation précédente à celle naissante d'une relation pré-adolescente où l'on parle franchement tout en imposant de manière directive l'autorité et la règle ?
- . **S'agit-il** d'un modèle bruyant de sur-activité s'appliquant principalement aux équipes dirigeantes, lesquelles attendent inconsciemment la reconnaissance du bon peuple en brassant quotidiennement les projets, les discours, les réunions au sommet, les voyages spectacles, le tout dans une grande «mousse médiatique» ?
- . **S'agit-il**, à l'inverse, d'une véritable impulsion fondée sur le désir visionnaire d'un renouveau profond dans les mentalités et les pratiques, via de nouvelles ouvertures démocratiques et le retour du citoyen au coeur de la nation, afin de préparer l'émergence inéluctable d'une VI<sup>e</sup> République en 2012 ?

Ce qui est sûr, c'est qu'entre les deux formes d'avenir fondées l'une sur l'agitation politique de surface et l'autre, sur le cap innovant d'un grand chantier sociétal moderne, le programme de Nicolas Sarkozy est condamné obligatoirement à séduire ou à décevoir, voire à lasser assez rapidement.

Aussi l'idéal serait-il, le plus tôt possible, de contrôler la bizarrerie du vote présidentiel par l'instauration d'un contre-pouvoir fort de nature parlementaire et/ou par le biais de syndicats réactifs, d'une presse indépendante, voire de l'expression de la rue et de l'Internet. Sans cela, le plus grand risque est qu'une nouvelle fois le bon peuple se laisse endormir, bercer et chloroformer, comme cela a été trop souvent le cas avec la même famille dirigeante.

Il est clair que pour les cinq années à venir, le devoir de vigilance devient aussi important que le droit de vote !

## 99. LA BULLE SÉCURITAIRE

### Sujet : Un avatar de la guerre froide

La plus grande escroquerie morale, économique et politique de ce début de siècle est sans doute dans celui du marché actuel de la sécurité. Avec une échelle de collusion jamais atteinte entre le monde économique, le monde politique et le monde médiatique, les cercles du pouvoir occidental ont créé de toute pièce leur nouvelle «guerre froide», c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme, pour produire et écouler leurs stocks d'armes et leurs techniques High Tech. Alors que tous les pays européens et d'Occident (hors Israël) n'ont jamais été aussi bien protégés par la paix sociale et nationale, profitant pleinement et de manière insatiable des bienfaits de la consommation, du progrès technologique et médical, voilà que le spectre de la terreur, du risque et de la menace virtuelle, s'est inséré dans l'inconscient collectif d'un milliard d'individus. Profitant de quelques cas «terroristes» réels, ici et là, tout l'art consiste à les surdimensionner dans les médias comme si de 1/1000<sup>e</sup> d'importance objective dans l'activisme quotidien du monde, ceux-ci représentaient en fait 50% de nos soucis.

Tout fonctionne comme s'il s'agissait de se **faire peur** comme raison d'exister faisant que plus j'y crois, plus j'en parle et plus je m'auto-convains de la nécessité d'agir. En psychiatrie, on appelle cela de la schizophrénie, chez certains de la psychose et chez d'autres du délire anxiogène. Médias, politiques et multinationales enfoncent régulièrement le clou de l'insécurité en transformant stratégiquement le moindre événement de la réalité de la vie et la plus petite menace virtuelle de manière propagandiste et inversement proportionnelle à son importance. Depuis la fin de la guerre froide et la réduction quantitative des conflits armés dans le monde, réduisant de facto le business de l'industrie de l'armement, le problème s'est déplacé sur le terrain de la sécurité civile.

Il est vrai qu'agiter le chiffon rouge du risque, de l'insécurité, de la menace, a toujours eu un impact fort dans l'opinion publique. Cela fait beaucoup vendre (business), fait de l'audience dans les médias (annonceurs) et conforte l'image rassurante (mais illusoire) du politique protecteur de la nation. Face à la présence hyper marginale d'un risque d'attentat ici, d'un cas de grippe aviaire là, d'un virus informatique destructeur réel ou virtuel, de la survenue d'un accident ou d'un événement jugé «anormal», de la projection d'un scénario de catastrophe écologique pour demain, tout est devenu bon pour conditionner les gens au réflexe sécuritaire, au repliement sur soi, à la prudence, au non passage à l'acte et surtout à l'acceptation inconditionnelle de la «pieuvre» normative du système.

Psychologiquement, il semble que l'accoutumance à la facilité, au progrès technique, technologique et médical, l'omniprésence de l'Etat en tout, comme l'arrivée en masse de l'information dans la sphère privée de chacun, ont pour effet paradoxal d'exacerber non pas tant le niveau de conscience et de maturité des individus mais plutôt de creuser en eux un sentiment profond d'insécurité. Ce phénomène résulte principalement de la **surcharge** culpabilisante, infantilisante et émotionnelle accompagnant l'information médiatisée. Il est vrai que sans information le monde n'existe pas en tant que tel et que tout ce qui se passe ailleurs n'a alors «aucun» signifiant cognitif. A l'inverse, dès que l'information est massivement connue, perçue, vue, ressentie, la représentation du monde change et tend à bouleverser en profondeur l'entendement et la perception de la réalité.

Le phénomène est d'autant plus pervers qu'en fait d'information, il s'agit surtout de désinformation (information partielle et/ou orientée). Lorsque la majeure partie de l'information est orientée, «grise», troublante, elle produit forcément une réaction collective de même coloration. Il en résulte alors **l'équation suivante** qui dit que plus la société distille elle-même le réflexe sécuritaire, via la mobilisation de ses principales institutions sous prétexte du principe de précaution, plus elle introduit en profondeur le «virus insécuritaire» de la peur, de la crainte, du doute, de la prudence, de la soumission et du conditionnement en chacun de nous. Exit alors la hauteur de vue, la force de caractère, la dignité, la fierté, le respect de soi, l'humilité, la souffrance vécus par les anciens dans l'anonymat des épreuves du quotidien. Chacun se croit en droit et devoir de mettre sur la place publique son chagrin, sa rancoeur, son désespoir, sa colère, comme moyen thérapeutique afin de peser sur les autres et/ou les situations. Cette tendance contribue à créer un **cycle pervers** justifiant toujours plus de lois et de moyens d'évitement réduisant ainsi, proportionnellement, l'espace libertaire initial. Cet emprisonnement

mental lié au sentiment d'insécurité agit également sans le vouloir, sur la dégradation de la qualité de vie. Un peu comme un médicament qui pris, à juste dose, annule la douleur mais qui, par son excès ou sa fréquence, induit peu à peu une accoutumance, une dépendance et une fuite en avant dans le soulagement illusoire.

Sur le fond, il est possible de dire que la bulle sécuritaire actuelle dans les pays occidentaux est identique à la bulle immobilière ou à celle de l'Internet à l'époque, due à une logique bien ou mal orchestrée de **surestimation** du risque et de ses effets. Elle éclatera un jour ou l'autre, car le problème récurrent de ce type de stratégie sociétale portée, soutenue, entretenue par les multinationales, les médias et les partis politiques, c'est qu'elle ne dure généralement pas en entretenant, au contraire, les germes mêmes d'une future faillite et de vrais problèmes pour demain.

La logique de la peur n'est pas celle de l'évolution naturelle du vivant. Elle produit surtout de la régression faisant que plus je me sécurise aujourd'hui, plus je me fragilise pour demain. Tout concourt à forger un cycle négatif d'auto-renforcement de l'insécurité faisant que la peur appelle la peur, le besoin de sécurité appelle les mesures de sécurité et que la demande, en ce domaine, pousse naturellement le système à en offrir toujours davantage mais sans vraiment aucune réflexion, ni vision globale sur les effets collatéraux à venir.

2007 - D. Reuter

## 100. L'ODYSSÉE DE L'ENTREPRENEUR

### Sujet : Le héros des temps moderne

Depuis l'origine du mot entrepreneur à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle en France, il s'agit d'une véritable odyssee entre l'acception initiale définissant l'entrepreneur comme un «fournisseur aux armées» et aujourd'hui, son rôle de personnage-clé de l'activité économique, du progrès technique et social en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'économiste J. Schumpeter (1883-1950) a été le premier à avoir mis en avant le rôle perturbateur de l'entrepreneur. Sans ambages, il affirmait que seuls les individus capables d'innover méritent l'appellation d'entrepreneur dès lors qu'ils savent faire preuve d'initiative, de volonté et d'imagination.

Selon lui, aucun système ne peut progresser rapidement si l'effort créatif de certains, dans un cadre de prise de risque maîtrisée, n'est récompensé par l'accès au profit et au statut social. C'est donc, d'après lui, par l'innovation que l'entrepreneur peut induire la **rupture nécessaire** dans le circuit économique. Pour J. Schumpeter «Sans évolution, pas de profit. Sans profit, pas d'évolution» soulignant ainsi le fait que si l'innovation joue le rôle d'aiguillon du progrès, la réalisation du profit la motive en permanence. C'est le produit de ce rapport dual qui crée l'équilibre dans nos économies et dessine majoritairement ses conséquences sociales.

En résumé, le désordre économique permanent (en terme d'entrepreneuriat) favorise l'équilibre sociétal dans sa dynamique la plus complexe. D'après lui, il est également clair que «*Ce qui est de la routine regarde le management, ce qui est exceptionnel (dans l'activité de l'entreprise) constitue la véritable fonction de l'entrepreneur*». Ce constat étant posé, il ressort que l'entrepreneur anonyme est amené à jouer de plus en plus un **rôle majeur** dans la société moderne par sa capacité à contrebalancer le poids inertiel des grands groupes et oligopoles. C'est principalement lui qui, par son autonomie et sa réactivité immédiate, doit conduire l'économie vers de nouvelles destinations.

En prenant de l'importance et de l'épaisseur par son action au sein de réseaux de petites entreprises (TPE/PME), il doit se convaincre que «**là où existe une volonté, existe un chemin**» et que c'est de personnages comme lui que la société a fondamentalement besoin pour avancer et ouvrir d'autres voies et solutions. Aussi les vraies grandes mutations de notre environnement reposent-elles davantage sur la formation de nouveaux entrepreneurs, prêts à s'engager avec audace et compétence vers de nouveaux horizons du risque, que sur la peur du risque, la contraction sécuritaire, le repliement sur soi et l'assistanat généralisé.

Pour devenir une société adulte avec de vrais adultes, le développement de certaines valeurs par la contagion de l'esprit entrepreneurial doit devenir une priorité dès le plus jeune âge, laissant ensuite chacun juge de sa propre implication. Le pays a plus besoin d'une relève d'entrepreneurs dans l'esprit de la prise de risque que de diplômés fonctionnarisés et/ou soucieux de prudence et de précaution !



## 101. FAVORISER VRAIMENT LA «PRIMO-EXPORTATION»

### Sujet : Aider les PME et TPE à exporter

Parmi les raisons qui expliquent que seulement 5% des PME françaises exportent, il en est une implicite (jamais citée) qui repose sur l'inadéquation des réponses apportées par les représentants locaux et autres chargés de mission à l'étranger. Il est clair que sous la poussée des leaders du CAC 40 et autres «gazelles», fleurons de notre industrie toutes rompues à l'exportation du savoir-faire français, presque rien n'est fait, ou pas grand chose, pour les petites entreprises qui composent la «long tail» de la productivité française. Il est pourtant évident qu'une très petite entreprise peut devenir moyenne puis grande grâce à l'exportation. Dommage alors que le principal de l'infrastructure française censé aider les entreprises françaises à exporter partout dans le monde (Missions économiques, PEE, sites Internet institutionnels, représentations francophones, Alliance Française...) fonctionne plus comme des coquilles vides, des administrations généralistes que comme des relais hyperactifs et agiles du développement commercial.

Pour s'en rendre compte, il suffit d'adresser une campagne de mails à l'objet précis à tous ces relais français à l'étranger pour constater des temps de réponse trop longs lorsqu'ils existent, avares d'informations précises (sauf lorsqu'elles sont payantes), sans parler du **silence radio** de près de 90% d'entre eux jugeant certainement la requête non intéressante du point de vue d'un business immédiat. Derrière la façade institutionnelle aguichante des appuis à l'exportation et l'écho puissant des grandes intentions déclarées, il est symptomatique de constater combien, en grattant un peu, il existe un assez grand vide professionnel en direction des TPE et des petites entreprises malgré l'omniprésence de tutelles inadéquates. Tout fonctionne à l'exportation comme si pour bien pénétrer le marché local il fallait avoir absolument l'absolution d'un «guide» consulaire ou institutionnel sur place, orientant les premiers pas et conseillant paternellement le primo-exportateur. Rapporté au plan national, c'est un peu comme si chaque créateur d'entreprise devait obligatoirement faire valider sa stratégie commerciale et son plan d'action par un représentant consulaire qui, lui-même, n'a jamais créé son entreprise ou mené des opérations d'ampleur sur le terrain autrement que de son bureau !

En quoi vendre à l'étranger est-il si différent de vendre en local, hormis les évidentes adaptations techniques et culturelles nécessaires ? Il semble, en toile de fond de l'exportation, que la main mise des institutions et des pouvoirs publics sur la «délocalisation commerciale» ne donne aucune envie à la plupart des TPE, PME d'aller voir ailleurs si un marché existe. Et cela, d'autant plus, que la prestation est payante pour le moindre petit conseil généraliste, étude classique ou liste générique de contacts. A force d'aseptiser, réguler, contrôler, formater les procédures, forcer le passage dans le goulet administratif, il y a fort à parier que 8 petites entreprises sur 10 ont le sentiment, comme au plan local, que leur projet ou leur demande d'assistance, d'appui ou de financement, ne correspond pas aux critères exigés et que les aides sont toujours pour les autres (en général les mêmes) et jamais pour soi !

Il est également sûr que bien formatés à l'esprit des grandes entreprises exportatrices et à l'élitisme local des réseaux français, tous ces «spécialistes» de l'export le sont beaucoup moins à la mentalité assez rustique des TPE et PME. Et c'est bien dommage, car le défi et l'aventure de l'export suppose une première bonne impression que toutes ces structures sont bien incapables d'apporter, sauf cooptation privilégiée bien sûr. Souvent très motivés pour tenter une première expérience, les petits chefs d'entreprise se trouvent face à des **murs institutionnels** et à des vitrines Internet sans grand intérêt pratique, si ce n'est dans le cadre de propositions carrément business profitant de l'ignorance d'un grand nombre de primo-exportateurs. Et pourtant, dans un premier temps, la problématique est assez simple : Il s'agit le plus souvent de faire un premier essai de prospection, réaliser un premier contrat et/ou simplement nouer quelques liens de proximité à l'étranger, afin de se faire une première idée du potentiel commercial.

Dans l'absolu, chaque entreprise devrait pouvoir exporter ce qu'elle sait, fabrique, produit ou commercialise, même dans un cadre marginal ou de petite série. Alors que la première étape devrait consister tout simplement à favoriser une première série de contacts qualifiés grâce à l'offre gratuite d'un «pack» de 2, 3 ou 10 partenaires locaux potentiels (ce qui n'est pas très sorcier à faire), les intermédiaires institutionnels détachés en local proposent, au contraire, un business fondé sur de la documentation payante (pas toujours fraîche), des études sur-mesure toujours payantes, des rencontres, voyages et autres conseils sur forfait ou honoraires, pouvant se chiffrer rapidement en plusieurs dizaines de milliers d'€ et ce, sans aucune garantie de réussite au final. Dans le cadre d'une vraie politique de l'exportation, digne de ce nom, toute initiative de primo-exportation devrait être appuyée sur place, être gratuite, diligente et assistée de manière personnalisée par les représentants délocalisés de l'Etat et/ou par les principaux acteurs locaux de la communauté française, comme gage concret de solidarité nationale.

Aucun facteur de statut économique ou de chiffre d'affaires potentiel ne devrait barrer la route à celui qui essaye de nouer des premières relations dans un pays étranger. Encore moins le filtrage passif exercé par les techno-structures entretenues et subventionnées par l'Etat français ou les collectivités territoriales. A quand un «Pack de primo-exportation» totalement gratuit assuré par de vrais professionnels détachés sur place et bien introduits dans les marchés locaux, aidant d'autres professionnels et se rémunérant uniquement sur le résultat obtenu et non sur la vente d'infos payantes et de conseils standardisés à 10 balles ?

Le gouvernement serait bien inspiré de reprendre en main cette diaspora française s'il veut rééquilibrer de manière durable les comptes du commerce extérieur.

2007 - D. Reuter

## 102. LE TEMPS DES FUTUROLOGUES

**Sujet : Plus de «déformes» que de réformes**

Avec le Grenelle de l'environnement il existe officiellement, en France, un dogme collectif fondant l'existence de l'idéologie écologiste. Une idéologie nouvelle, à cheval entre le socialisme et le capitalisme, nourrissant sa vision du monde à coups d'images chocs, de peurs collectives, d'incantations et de décisions politiques opportunistes. Dans le prolongement de ce type d'événement, de nouveaux gourous médiatiques apparaissent, validés et honorés par un système qui impose l'écologie comme une modernité à conjuguer au «flou» du futur et au politiquement correct du moment.

Alors que l'on n'en finit pas de se planter en essayant de prévoir un avenir qui nous échappe sans cesse, voilà que de nouveaux futurologues essaient de **téléguider** notre manière de penser l'environnement ainsi que nos choix dans le bien consommer. Après le dogme sécuritaire consacré par les assises de la sécurité routière taxant, depuis l'année 2003, l'usager sur les routes de France, un nouveau dogme vient encore de frapper, taxant le citoyen (ou prévoyant de le faire) directement à la source de son rapport à l'environnement. S'il est évident que l'intention est bonne dans les deux cas (protéger la planète et réduire l'accidentalité), la méthode utilisée se révèle foncièrement inadaptée et trop dogmatique par son incapacité à proposer la réciprocité, l'équité et le libre choix.

Il semble que l'on n'arrive pas à sortir du cycle infernal dans lequel chaque mesure politique prise dans la pseudo allégresse médiatique inclut, en elle-même, une «**déforme**» (au lieu de réforme) lissant la citoyenneté plus vers le bas que vers le haut. Tout fonctionne à l'envers comme si la réduction de certains droits individuels face à la priorité collective devait toujours obliger le citoyen à subir, en plus, une somme de contraintes liberticides et fiscales doublant systématiquement la sanction. Il semble qu'aucune bonne idée généreuse ne puisse échapper à la trilogie sordide de la règle normative, des lois économiques et de la pression fiscale, chargeant à chaque fois un peu plus la barque du pouvoir d'achat des ménages. A se demander si le peuple français est vraiment un grand peuple à ne pas savoir mesurer à quel point tout cela ne conduit nullement vers la sortie du tunnel mais plutôt vers **l'enfer du jamais assez**, surtout lorsque c'est au profit des mêmes sphères d'Etat, des nantis du système et autres lobbies associatifs et économiques.

Et dire, en plus, que c'est le même homme (Sarkozy) qui a réussi le tour de passe-passe de taxer 2 fois en 4 ans (Sécurité et Environnement) le peuple français dans la joie et la bonne humeur !

2007 - D. Reuter